

- Membres
théoriques : 17
- Membres en
exercice : 17
- Membres
présents :
11
- Pouvoirs :
2
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MISE EN CONFORMITE DU REGIME INDEMNITAIRE DE SPECIALITE DANS
LE DOMAINE DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES
SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

Le 04 avril 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mars 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE,

MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléant

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU.

III. Membre de droit :

M. Benoît LEMAIRE, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Bastien CORITON à Madame Pierrette CANU.

Étaient absents excusés :

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Virginie LUCOT-AVRIL, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Lieutenant Hervé PASQUIER, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *l'arrêté du 13 décembre 2016 relatif à la formation aux systèmes d'information et de communication*
- *la délibération 2012-CA-19 du 13 décembre 2012 portant régime indemnitaire des agents du Service départemental d'incendie et de secours,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels définit le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels. Il indique que les sapeurs-pompiers professionnels peuvent percevoir deux primes de spécialités. Les spécialités ouvrant droit à l'indemnité sont réparties par catégorie et par niveau dans un tableau annexé au décret. A chaque niveau de spécialité correspond un taux maximal d'octroi de la prime.

L'arrêté du 13 décembre 2016 relatif à la formation aux systèmes d'information et de communication (SIC) a modifié la formation de spécialité des sapeurs-pompiers professionnels dans le domaine des systèmes d'information et de communication.

5 types de formation sont institués permettant d'exercer les fonctions correspondantes :

- Opérateur de coordination opérationnelle en poste de commandement tactique,
- Opérateur de salle opérationnelle,
- Chef de salle opérationnelle,
- Officier des systèmes d'information et de communication,
- Commandant des systèmes d'information et de communication.

L'arrêté du 13 décembre 2016 indique que les formations de chef de salle opérationnelle, d'officier et de commandant des systèmes d'information et de communication sont considérées **en catégorie opérationnelle de niveau 3** (soit au maximum un taux de 10 %) au sens du décret n°90-850.

Afin de se mettre en conformité avec l'arrêté du 13 décembre 2016, il est proposé que le taux de spécialité retenu pour les fonctions de chef de salle, d'officier des systèmes d'information et de communication et de commandant des systèmes d'information et de communication soit fixé au taux maximum soit à 10%.

Ainsi, l'octroi des primes liées à cette spécialité s'articulerait de la façon suivante :

Fonction exercée	Formation détenue	Prime actuelle	Prime proposée
Opérateur	Opérateur de salle opérationnelle	4%	4%
Chef opérateur	Opérateur de salle opérationnelle	4%	4%
Adjoint chef salle	Chef de salle opérationnelle	7%	10%
Sous-officier de garde	Chef de salle opérationnelle	7%	10%
Officier de garde	Chef de salle opérationnelle	7%	10%
Officier superviseur	Chef de salle opérationnelle	7%	10%
Officier SIC	Officier SIC	7%	10%
Commandant SIC	Commandant SIC	7%	10%

*
* *

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 07 mars 2019 :
- pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
- pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190404-DCA-2019-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2019
Affichage : 05/04/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

